

tenue sous la présidence de Monsieur Bouchardon, assisté(e)
de Monsieur Louvel et Monsieur Blanchard, Conseillers
En présence de Monsieur Grondin, Rapporteur public
Madame Lecompte, Greffière

09 heures 15

01)	DOSSIER N° 2601636	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 4 février 2026 par lequel le préfet du Finistère lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé la Tunisie comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de deux ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître MAONY Manon (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
02)	DOSSIER N° 2601854	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 11 décembre 2025 par lequel le préfet du Finistère l'a obligée de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé le Cameroun comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître MAONY Manon (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
03)	DOSSIER N° 2601637	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 27 janvier 2026 par lequel le préfet du Finistère l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé le Bangladesh comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître ROCHARD Mathieu
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

09 heures 15

04)	DOSSIER N° 2601638	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 27 janvier 2026 par lequel le préfet du Finistère l'a obligée de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé le Bangladesh comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître ROCHARD Mathieu
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
05)	DOSSIER N° 2601857	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 18 août 2025 par lequel le préfet du Morbihan l'a obligée de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé la Géorgie comme pays de destination, obligation de pointage et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	MadamePREFECTURE DU	Maître TOUCHARD Corinne (Cour)
Défendeur	MORBIHAN	
06)	DOSSIER N° 2601855	RAPPORTEUR: Monsieur Laurent Bouchardon
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 2 février 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé l'Algérie comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SELARL BAUDET KIBGE AVOCATS ASSOCIÉS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

07)	DOSSIER N° 2601639	RAPPORTEUR: Monsieur Laurent Bouchardon
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 19 juin 2025 par lequel le préfet des Côtes-d'Armor lui a retiré son attestation de demande d'asile, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé l'Afghanistan comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de deux ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
08)	DOSSIER N° 2601728	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 12 janvier 2026 par lequel le préfet du Morbihan lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français et a fixé le Cameroun comme pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
Observateur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	
09)	DOSSIER N° 2601735	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 2 février 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine lui a refusé son titre de séjour, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé le Bangladesh comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître GOURLAOUEN Carole (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

10)	DOSSIER N° 2601761	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 2 février 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français, a fixé le Maroc comme pays de destination et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître GOURLAOUEN Carole (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
12)	DOSSIER N° 2601635	RAPPORTEUR: Monsieur Laurent Bouchardon
Titre de l'affaire	OQTF demande d'annuler l'arrêté du 2 mars 2026 par lequel le préfet du Morbihan lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour, l'a obligé de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français et a fixé la Tunisie comme pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE BOURDAIS Arnaud (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
13)	DOSSIER N° 2507384	RAPPORTEUR: Monsieur Laurent Bouchardon
Titre de l'affaire	RENVOI TA ORLEANS - demande d'annuler l'arrêté du 28 juillet 2025, notifié le 6 octobre 2025 par lequel le préfet de la Seine-Maritime lui fait obligation de quitter dans un délai de 30 jours le territoire français et fixe le pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître BABIN Hermine (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME	

tenue sous la présidence de Monsieur Bouchardon, assisté(e)
de Monsieur Louvel et Monsieur Blanchard, Conseillers
En présence de Monsieur Grondin, Rapporteur public
Madame Lecompte, Greffière

10 heures 15

01)	DOSSIER N° 2508371	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	demande d'annuler la décision du 16 octobre 2025 du président du conseil départemental du Morbihan portant réorientation de l'enfant accueilli au sein de son domicile	
Nom des parties		Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître CACCIAPAGLIA Marie (Cour)
Défendeur	DEPARTEMENT DU MORBIHAN	
02)	DOSSIER N° 2402823	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision du 27 mars 2024 par laquelle la ministre du travail a confirmé la décision de l'inspecteur du travail des Côtes-d'Armor du 10 octobre 2023 refusant d'autoriser le licenciement d'une salariée protégée	
Nom des parties		Représentants des parties
Demandeur	SNC LIDL	186 AVOCATS (Cour)
Défendeur	MINISTERE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES Madame	
Observateur	DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	

10 heures 15

03)	DOSSIER N° 2306295	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	demande d'annuler l'arrêté du 17 avril 2023 publié au Journal Officiel du 12 mai 2023 par lequel le ministre de l'intérieur et des outre-mer a notifié à la commune de Melesse son attribution individuelle de dotation globale de fonctionnement au titre de l'exercice 2023 en tant qu'il limite la subvention attribuée à "Bourg Centre" et qu'il rattache la commune à l'unité urbaine de Rennes	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	COMMUNE DE MELESSE	SOCIETE D'AVOCATS JURIADIS
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
04)	DOSSIER N° 2303195	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler le certificat d'urbanisme n° CU02217923C0026 du 24 avril 2023 par lequel la maire de la commune de Fréhel a certifié que le terrain, cadastré section AD n° 10, ne pouvait pas être utilisé pour la réhabilitation de bâtiments existants en vue de l'ouverture d'un établissement à vocation touristique et la renaturation du site	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SAS ROUTIN COURCOUX	SOCIETE D'AVOCATS KOVALEX
Défendeur	COMMUNE DE FREHEL	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
05)	DOSSIER N° 2401646	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	Demande d'annuler le titre exécutoire émis à son encontre par l'agent comptable de l'Agence de services et de paiement le 25 octobre 2023 en vue du recouvrement de l'aide Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (FONPEPS) entre le 9 décembre 2020 et le 9 septembre 2022	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ASSOCIATION BOB THEATRE	SOCIETE D'AVOCATS CONSILIUM ATLANTIQUE (Cour)
Défendeur	AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	

10 heures 15

06)	DOSSIER N° 2400121	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Doivent être considérés comme demandant d'annuler le certificat d'urbanisme n° CU05608723Y0054 par lequel le maire de la commune de l'Île-aux-Moines a certifié que le terrain, cadastré section AC n° 195, situé lieudit Millandeu Bras est situé en zones Na et Nds du plan local d'urbanisme et soumis aux dispositions de l'article L. 121-8 du code de l'urbanisme	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	INDIVISION GASCON	INDIVISION GASCON
Défendeur	COMMUNE DE L'ILE AUX MOINES	
07)	DOSSIER N° 2506213	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision du 29 août 2025 par laquelle Vitre communauté a rejeté une demande de création d'un arrêt de car scolaire sur la commune de Balazé	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur Madame Madame Monsieur	
Défendeur	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VITRE COMMUNAUTE	
08)	DOSSIER N° 2400339	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision de refus de création d'un arrêt de bus scolaire	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame	
Défendeur	REGION BRETAGNE	

Arrêté le 29/05/2026
Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Bouchardon, assisté(e)
de Monsieur Louvel et Monsieur Blanchard, Conseillers
En présence de Monsieur Grondin, Rapporteur public
Madame Lecompte, Greffière

11 heures 15

01)	DOSSIER N° 2306977	RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard
Titre de l'affaire	Demandant d 'annuler l'arrêté n° PC5623423T0014 du 3 juillet 2023 par lequel le maire de la commune de Saint-Pierre-Quiberon a accordé un permis de construire 3 collectifs comprenant un total de 15 logements sur un terrain situé 4 promenade de Tiviec	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	FEDERATION DE PROTECTION ET D'AMENAGEMENT DE LA BAIE DE QUIBERON ASSOCIATION VIVRE A PORTIVY ASSOCIATION UMIVEM	Maître GENTON MARIANNE (Cour) Maître GENTON MARIANNE (Cour) Maître GENTON MARIANNE (Cour) Maître GENTON MARIANNE (Cour) Maître GENTON MARIANNE (Cour) Maître GENTON MARIANNE (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-PIERRE-QUIBERON SARL URBATYS	Maître COLAS Adrien (Cour) SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR

11 heures 15

02)	DOSSIER N° 2401400	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler l'arrêté n° DP291582300170 du 2 octobre 2023 par lequel le maire de la commune de Penmarch ne s'est pas opposé à la déclaration préalable présentée pour la régularisation d'un abri de jardin, le changement d'affectation d'une partie du garage en habitation et la modification et la création d'ouvertures sur la façade de la maison individuelle située 7 rue Scrafic	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et Madame	SOCIETE D'AVOCATS CLL AVOCATS
Défendeur	COMMUNE DE PENMARCH Madame	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR SELARL VALADOU - JOSSELIN & ASSOCIES
03)	DOSSIER N° 2401928	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° PC0290582300133 du 6 février 2024 par lequel le maire de la commune de Fouesnant a refusé d'accorder un permis de construire en vue de la régularisation de l'extension créée en rez-de-chaussée de la maison d'habitation située 31 descente de Bellevue, de la transformation du garage en pièce de vie et de la modification des ouvertures	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	LEGALCY AVOCATS-CONSEILS (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE FOUESNANT	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
04)	DOSSIER N° 2502712	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° PD0291892400012 du 16 janvier 2025 par lequel le maire de la commune de Plougastel-Daoulas a accordé un permis de démolir des immeubles situés rue de la Poste	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	COMMUNE DE PLOUGASTEL-DAOULAS	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
Défendeur	BREST METROPOLE HABITAT (BMH)	SOCIETE D'AVOCATS CHEVALLIER

11 heures 15

05)	DOSSIER N° 2504787	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté n° PC0291892400073 du 5 juin 2025 par lequel le maire de la commune de Plougastel a accordé un permis de construire un bâtiment collectif comportant 30 logements et 2 commerces sur un terrain situé 3,5,7 et 4 bis rue de la Poste, Place du Calvaire	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SCI LEMEUR IMMO	M. le bâtonnier BUORS Franck
Défendeur	COMMUNE DE PLOUGASTEL-DAOULAS BREST METROPOLE HABITAT (BMH)	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR SOCIETE D'AVOCATS CHEVALLIER
06)	DOSSIER N° 2503512	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler l'arrêté n° PC0290192400215 du 24 mars 2025 par lequel le président de Brest métropole a accordé un permis de construire un bâtiment collectif comportant 19 logements sur un terrain situé 1 rue du Bot à Brest	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame DESTHIEUX Marc et Christine	M. le bâtonnier BUORS Franck
Défendeur	BREST METROPOLE SCCV DU BOT	SOCIETE D'AVOCATS MARTIN AVOCATS CABINET SAOUT
07)	DOSSIER N° 2505051	RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel
Titre de l'affaire	Demandant d'annuler l'arrêté n° PC0290192400215 du 24 mars 2025 par lequel le président de Brest métropole a accordé un permis de construire un bâtiment collectif comportant 19 logements sur un terrain situé 1 rue du Bot à Brest	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE "LA RÉSIDENCE DU BOT"	Maître HALNA DU FRETAY Laure
		Maître HALNA DU FRETAY Laure
		Maître HALNA DU FRETAY Laure
Défendeur	BREST METROPOLE SCCV DU BOT	SOCIETE D'AVOCATS MARTIN AVOCATS BL AVOCAT

11 heures 15

08) DOSSIER N° 2302571 RAPPORTEUR: Monsieur Antoine Blanchard

Titre de l'affaire Demande d'annuler une décision implicite prise par le maire de Saint-Divy autorisant sur son emplacement public, la reproduction du calvaire de Kerdalaes de 1652

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	CERCLE JEAN-MARIE DEGUIGNET-LIBRE PENSEE 29	
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-DIVY	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR

09) DOSSIER N° 2401709 RAPPORTEUR: Monsieur Tual Louvel

Titre de l'affaire Demande d'annuler l'arrêté n° PC0290582300094 du 27 septembre 2023 par lequel le maire de la commune de Fouesnant a accordé un permis de construire en vue de la rénovation de la maison individuelle située 207 avenue de la pointe du Cap Coz, comprenant une modification de la toiture et la fermeture du carport

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE D	
Défendeur	COMMUNE DE FOUESNANT	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR

Arrêté le 29/05/2026
Le président du tribunal